

L'analyse de ce chapitre révèle que la stratégie énergétique devrait grandement tenir compte du besoin d'encourager l'exploration du pétrole et du gaz...

J'aimerais demander au ministre s'il était au courant des vues et des recommandations du Conseil économique du Canada quand il a préparé son budget qui comportait une taxe sur les redevances dont le premier ministre a traité durant son discours d'une heure et demie hier?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'en ai traité d'une façon précise en répondant au député hier. Je puis lui dire que je n'avais pas eu de consultations préalables avec le Conseil économique du Canada au sujet du rapport. Je pourrais ajouter qu'en raison du mandat figurant dans la loi l'établissant, le Conseil économique étudie les perspectives économiques du Canada à moyen et à long terme. Bien sûr, les députés et moi-même nous occupons des perspectives à court terme.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, pourrais-je poser une autre question supplémentaire?

M. l'Orateur: Avec tout le respect que je dois au député, je crois que la question du député de Calgary-Sud a été étudiée à fond. Non seulement le député pose-t-il la même question, mais c'est la même qu'il avait posée hier, et j'estime que nous devons passer à autre chose.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LES INSPECTEURS DES VIANDES ET DES GRAINS— L'OPPORTUNITÉ D'UNE MISE EN DEMEURE POUR LA DURÉE DES NÉGOCIATIONS—LA NOMINATION D'UN MÉDIATEUR

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, en raison de la situation malsaine qui règne dans l'industrie de la viande, situation qui risque de nuire aux approvisionnements de viande rouge aux consommateurs, à cause de l'arrêt de travail et de la grève du zèle des inspecteurs et des classeurs par suite de l'affiliation des inspecteurs des viandes avec les inspecteurs des céréales, le président du Conseil du Trésor voudrait-il assumer personnellement la responsabilité de régler ce différend, et, tandis que se poursuivent les négociations, voudrait-il demander à tous les inspecteurs de demeurer au travail?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, on m'informe que les inspecteurs des viandes et les autres fonctionnaires qui s'occupent des produits primaires ne sont pas en grève. Actuellement, seuls les inspecteurs de grain le sont. Hier, quelques fonctionnaires ont quitté leur travail, mais on m'informe cependant qu'ils sont retournés au travail aujourd'hui. De toute façon, les employés non désignés parmi les 2,300 inspecteurs de produits primaires ont le droit de faire la grève, puisque c'est le Parlement qui le leur a accordé en vertu d'une loi.

[Traduction]

M. Towers: Monsieur l'Orateur, étant donné que les classeurs faisaient la grève hier et que les inspecteurs font

Questions orales

celle du zèle, ce qui nuit à la production de l'industrie de la viande rouge, le président du Conseil du Trésor accepterait-il, si M. Finkelman ne règle pas ce problème d'ici quelques jours, de nommer un nouveau médiateur?

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, j'avais déjà prévu la question de l'honorable député, et un médiateur a été nommé ce matin.

LA GRÈVE DES INSPECTEURS DE GRAINS—LES PERSPECTIVES DE RÈGLEMENT EN RAISON DU CAS DES MANUTENTIONNAIRES

[Traduction]

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, comme les négociations ouvrières obéissent maintenant à une double norme qu'a encouragée le gouvernement, le président du Conseil du Trésor ne trouve-t-il pas qu'à moins d'une explication satisfaisante au sujet des deux offres—et je parle des manutentionnaires de grains—ou à moins que soit comblé cet écart, les perspectives d'un règlement de cette grève demeurent très sombres?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, il y a des mécanismes bien connus pour régler les conflits ouvriers au Canada. En ce qui a trait à ces inspecteurs, comme je l'ai dit tantôt, un bureau de conciliation a présenté un rapport. Le rapport majoritaire n'a pas été accepté par les ouvriers, mais je dois dire que le rapport minoritaire tel que proposé par le représentant syndical ne réclamait même pas autant que les manutentionnaires de grains ont reçu.

* * *

[Traduction]

L'ÉNERGIE

DEMANDE D'ANNULATION DE LA COMMANDE ARGENTINE POUR UN RÉACTEUR CANDU—DEMANDE DE CESSATION DES VENTES EN RAISON DE LA PRÉCARITÉ DES GARANTIES

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au premier ministre. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a annoncé que le gouvernement canadien cherchait à obtenir du gouvernement de l'Argentine des garanties avant de déboursier le montant du prêt de la SEE approuvé par le cabinet, prêt de plus de 129 millions de dollars destinés à la construction d'un réacteur CANDU en Argentine. Étant donné la profonde instabilité politique de ce pays, et l'instabilité manifeste de son gouvernement actuel, le premier ministre peut-il dire à la Chambre s'il a l'intention d'annuler la vente du réacteur CANDU à l'Argentine?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je puis dire à la Chambre que cette question est actuellement à l'étude, et je vais considérer la question du député comme une démarche.

M. Rodriguez: Monsieur l'Orateur, le premier ministre pourrait-il en profiter pour voir si, étant donné l'impossibilité d'obtenir des garanties des pays auxquels on fournit ce potentiel nucléaire, il ne faudrait pas renoncer totalement à ce genre de vente même si elle permet de créer un certain nombre d'emplois pour les Canadiens?